

DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE (1re Circonscription de Bordeaux)

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

UNION ET ACTION LIBÉRALE ET SOCIALE

(U. A. L. S.)

Victor-Luis RÉOYO

Négociant Importateur.

Député sortant.

Président du groupe d'U. A. L. S. - Commissaire aux Affaires Étrangères,
Délégué à la Presse, Radio-Télévision - Cinéma. - Croix d'Honneur des Combattants Volontaires,
Président de la Ligue des Contribuables de la Gironde. - Lauréat de l'Académie Française.

Remplaçant éventuel : Pierre MAURANGE

Négociant en Vins.
Chevalier de la Légion d'Honneur. - Croix de Guerre,
Médailles Militaire et de la Résistance. - Déporté.

Chère Concitoyenne, Cher Concitoyen,

Elu le 2 janvier 1956 pour représenter un mouvement de protestation populaire contre les abus d'une fiscalité insensée et une décadence nationale déshonorante, j'ai mené pendant trois ans un combat opiniâtre au Parlement pour remplir fidèlement la mission qui m'avait été confiée.

Convaincus de l'inutilité de la lutte contre les abus de la fiscalité si l'on n'arrêtait pas la trahison permanente des politiciens maîtres du pouvoir, nous n'avons cessé, mes amis et moi, d'en dénoncer et d'en arrêter les entreprises par nos interventions constantes.

J'ai lutté avec ténacité contre l'abandon des positions extérieures qui conditionnent la défense et la prospérité du Pays (Bizerte, Dakar, bases du Maroc, etc.).

J'ai lutté contre la dilapidation du patrimoine national,et plus spécialement des richesses minières d'Algérie et du Sahara (pétrole et uranium), que les trusts internationaux veulent arracher au peuple français, richesses qui sont le gage d'un niveau de vie meilleur.

Notre action a toujours été uniquement dirigée par la défense des intérêts supérieurs de la Nation.

I. — LES TACHES QUI S'IMPOSENT COMME « PRÉALABLES »

Le gouvernement d'une Nation ne saurait être un système destiné à mettre à la disposition d'une équipe ou d'un groupe d'équipes les ressources du Pays. **Il n'est de gouvernement que pour la Nation, et au service de la Nation.**

Un tel gouvernement commande aujourd'hui quelques « préalables » :

a) **RENOVATION DE L'ETAT.**

— Un « nettoyage » est nécessaire.

Le référendum du 28 septembre a prouvé que la Nation ne condamnait pas uniquement la précédente constitution, mais surtout **les hommes du Système.** Les Français ont voulu un meilleur outil pour de meilleurs ouvriers.

Ils n'ont pas voulu améliorer l'outillage des cambrioleurs. **Ce changement serait une duperie si les hommes qui ont trafiqué, abandonné, trahi, restaient aux postes de commande de l'Etat.**

b) **REMISE EN ORDRE, VOIRE MEME, MISE AU PAS DE L'ADMINISTRATION.**

Notre Administration est devenue pléthorique. Elle doit être ramenée à de justes proportions. Cette réorganisation peut et doit être faite sans léser **les droits acquis des fonctionnaires.** Une rationalisation d'après les méthodes scientifiques doit procurer une réduction sensible des frais généraux de l'Etat et permettre une diminution **des charges des contribuables.**

c) **ASSAINISSEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER.**

Notre politique économique et financière est contrôlée par des techniciens du « dirigisme » et des agents des trusts monopolisateurs. **Ni les uns ni les autres ne songent un instant qu'ils sont les gérants et les comptables de la Nation. Ils doivent** être écartés. Une nouvelle politique devra permettre l'instauration d'un **libéralisme sain.**

L'assainissement suppose :

— 1. ***La réalisation d'un strict équilibre budgétaire.***

Dans tout Etat, comme dans toute entreprise, on ne peut dépenser plus que l'on gagne. **Aucun expédient ne peut rétablir** l'équilibre compromis des dépenses et des recettes.

— 2. *L'arrêt de toute manipulation monétaire.*
Cessation de toute dévaluation, qui se traduit toujours par la baisse du pouvoir d'achat du salarié, des retraités, des épargnants, c'est-à-dire de l'immense majorité des citoyens.

— 3. *La surveillance stricte des dépenses de l'Etat et le contrôle des marchés.*
On assiste actuellement à un **véritable pillage** du budget de la Nation, comme le prouvent les rapports de la Cour des comptes. Un système « affairiste » a pris naissance autour du pouvoir et paie grassement ses adeptes sur le budget de l'Etat.

— 4. *La stabilisation des prix.*
Il faut éviter le cycle infernal prix-salaires, dont pâtit toujours le salarié et dont ne profite que le spéculateur.

— 5. *La réforme complète de la fiscalité.*
Elle devra être mise au point après l'établissement d'un bilan national, et instaurer la **justice devant l'impôt.** (Je tiens à réaffirmer que je demeure au premier rang de l'action contre l'agression fiscale.)

II. — LES GRANDES ACTIVITÉS D'UN GOUVERNEMENT NATIONAL

Ces « préalables » assurés ,une grande politique française donnant la prospérité à toutes les classes sera possible. Cette politique devra porter plus spécialement sur les points suivants :

a) **DEFENSE DES GRANDS INTERETS PERMANENTS DE LA NATION.**

Nous exigerons donc :

— 1. *Le maintien de la souveraineté absolue de la France sur l'Algérie et le Sahara.*
L'intégration administrative totale doit être réalisée dans les départements algériens et sahariens.

— 2. *La défense des positions et des bases stratégiques* que nous possédons en Afrique et dans le monde.

— 3. *Le maintien de la France dans l'alliance atlantique.*
Mais en exigeant le respect absolu de nos intérêts par nos alliés.

— 4. *La révision des traités européens.*
Ces traités constituent actuellement **des solutions de rechange** offertes à une **France dépossédée et asservie.**

— 5. *La défense des richesses minières et pétrolières* de nos possessions africaines contre les trusts internationaux, et leur exploitation au bénéfice **exclusif** du peuple français.

b) **DEFENSE DES LIBERTES ESSENTIELLES DE L'HOMME, DU PROGRES SOCIAL DES GRANDES VALEURS DE NOTRE CIVILISATION.**

Pour assurer ce progrès et maintenir notre civilisation il faut défendre plus particulièrement :
- la liberté de pensée essentielle à l'homme menacé par tous les totalitarismes;
- la liberté de l'Enseignement, qui correspond à un droit sacré des parents;
- la liberté religieuse;
- les libertés professionnelles et syndicales;
- le droit de grève qui, sagement utilisé, est aussi nécessaire que le droit de propriété ;
- le droit de propriété, garant de l'indépendance de l'homme, menacé par l'étatisme.

c) **LA JEUNESSE.**

La France voit se lever une des plus belles jeunesses de son histoire. Un effort particulier doit assurer l'avenir de nos enfants qui sont la France de demain : Education, Sports, Œuvres, Logement (spécialement pour les jeunes ménages).

BORDELAIS DE LA 1re CIRCONSCRIPTION.

Le 13 mai, la population tout entière de la ville d'Alger se soulevait contre le **Système**. Ces Algérois étaient-ils si différents de Vous ? Non. Quelques années auparavant, ils avaient été partagés, comme nous, entre les mêmes formations politiques et les mêmes idéologies.

Ne vous y trompez pas, dans ce sursaut national, Alger a été seulement en avance sur la métropole, tout comme l'U.F.F. devenu U.A.L.S. a été au Parlement **à l'avant-garde de l'action**, en réclamant sans cesse aux Partis divisés, **l'Union nationale indispensable pour sauver l'Algérie.**

C'est pour cela qu'au soir du 13 mai je puis affirmer que, **mieux que les autres**, notre cœur battit **à l'unisson de la résistance algérienne.**

Et, personnellement, **je mets au défi**, chacun des candidats de vous présenter une affiche signée de leur **propre nom**, comme celles que je fis apposer sur les murs de Bordeaux au **lendemain du 13 mai**, irréfutable témoignage de ma participation **au sursaut national.**

Aujourd'hui trop d'hommes se recommandent de cette résistance.

Nous ne prétendons pas avoir sauvé seuls le Pays, ni encore moins l'avoir sauvé définitivement.

Mais, pour mener avec continuité l'action qui s'impose aujourd'hui, seul le groupe U.A.L.S., que j'ai l'honneur de diriger, offre cette référence d'une action antérieure uniquement tendue pendant trois années à la **défense des intérêts essentiels du Pays,** dont faisaient bon marché toutes les formations classiques de la IVe République.

Notre honneur a été de demeurer d'une fidélité absolue à la France.

Dans cette première consultation électorale, d'une exceptionnelle gravité pour l'avenir de la Ve République, au nom de laquelle vous avez su vous unir, il vous reste à faire le choix entre les **hommes des Partis** et des **HOMMES LIBRES.**

Confiants dans les Destinées de notre Pays,
Confiants pour notre part dans Votre jugement,
Nous attendons votre parole.

Le Candidat,
V.-L. RÉOYO.

Vu : *le Suppléant,*
P. MAURANGE.

Pour une politique Française

Contre les anciens Partis qui vous ont dupés

Pour une politique d'honnêteté et de Progrès

VOTEZ RÉOYO

Un homme nouveau — Un homme libre — UN VÉRITABLE INDÉPENDANT

Imprimerie A. Oliveau et Cie. - Bordeaux.